

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 23 février 2023

**Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 13/02/2023**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SETEO

rue en Clairvot
21850 Saint-Apollinaire

Code AIOT : 0005425601

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 dans l'établissement SETEO implanté rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETEO
- rue en Clairvot 21850 Saint-Apollinaire
- Code AIOT : 0005425601
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SETEO est une entreprise spécialisée dans la collecte, le tri, le transit, le regroupement et le prétraitement de déchets dangereux et non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ✓ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ✓ les observations éventuelles ;
 - ✓ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ✓ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Synthèse de l'incident :

Un incendie de déchets d'encombrants broyés » sur le site se SETEO s'est déclaré samedi 4 février vers 7h00. Les services de secours ont été prévenus vers 8h00. Le feu est maîtrisé rapidement. Le site a été mis sur rétention et les eaux d'extinction ont été retenues.

Une ronde de surveillance a été organisée pour la soirée de samedi 4 février et une surveillance active par caméra toute la nuit entre samedi et dimanche. Le dimanche vers 10h00, un nouvel incident se produit avec un départ de la fumée constaté par un employé de SETEO. Aussitôt, les pompiers ont été prévenus. Leur intervention pour arroser les déchets a pris moins d'une heure.

Après refroidissement, les déchets brûlés ont été évacués vers une filière adaptée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.5.1	/	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.3.2	/	Sans objet
4	Gestion des eaux collectées dans le bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.10	/	Sans objet
5	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.1.4	/	Sans objet
6	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.1	/	Sans objet
7	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.4.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection fait suite à un incendie survenu le 04 février 2023 au sein de l'installation de traitement de déchets non dangereux.

L'ensemble des déchets a été évacué vers un exutoire autorisé. Concernant les eaux d'extinction, l'exploitant est en attente des résultats d'analyses pour une évacuation en filière autorisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'Inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a informé, l'Inspection des installations classées, des événements survenus sur son site le lundi 6 février. L'information sur l'accident a été transmise par les pompiers, dans un premier temps à l'astreinte de la DREAL, le samedi 4 février, jour de l'incendie.</p> <p><u>Demande de compléments</u></p> <p>En application de l'article 2.5.1 de l'AP du 23/12/2016 et de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant communiquera à l'Inspection, sous quinze jours, un rapport d'accident qui détaillera notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• les circonstances et les causes de l'accident ;• les effets sur les personnes et l'environnement ;• les mesures d'urgence prises ;• les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pallier les effets à moyen ou long terme ; en particulier, les dispositions prévues pour détecter de façon précoce les feux de même nature que ceux survenus ce week-end. <p>Concernant les effets sur l'environnement, il conviendra d'intégrer l'analyse de l'impact potentiel de l'incendie sur les sols à l'extérieur du site, dans la zone située sous les fumées, par exemple par des prélèvements en surface du sol (les paramètres mesurés sont à déterminer au regard de la nature des déchets brûlés, en y intégrant notamment les HAP et les dioxines/furannes).</p> <p>Pour ces investigations, l'exploitant peut utilement s'appuyer sur un prestataire membre du réseau RIPA dont la liste est disponible via le lien suivant : https://www.ineris.fr/fr/ineris/institut-bref/cellule-appui-situations-urgence-casu/reseau-intervenants-situation-post.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, services d'incendie et de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.[...]
Constats : Sur le site existe une « boîte pompiers » avec les documents relatifs au site (plan, accès, risques, contacts) mais celle-ci est difficilement identifiable. La boîte est décolorée et sa localisation est en retrait. Selon les services du SDIS, qui sont intervenus le jour d'incendie, l'exploitant doit améliorer la signalisation voir le positionnement de la boîte pour qu'elle soit facilement identifiable.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Eaux d'extinction incendie : les bâtiments 2, 3, 4 et 5 sont aménagés de telle façon que les eaux d'extinction de chacun des bâtiments soient recueillies à l'intérieur des rétentions de chacun des bâtiments. Les bâtiments 2 et 3 possèdent une rétention interne d'environ 50 m ³ et sont connectés à un bassin de rétention enterrés d'une capacité de 150 m ³ . Un contrôle des eaux d'extinction d'incendie pour les paramètres définis à l'article 4.4.9 du présent arrêté, est réalisé. Si le contrôle montre une non-conformité, ces eaux d'extinction incendie sont alors considérées comme des déchets et doivent être éliminées dans des installations dûment autorisées à les recevoir. Dans le cas contraire elles peuvent rejoindre le bassin de rétention central avant d'être rejetées au milieu naturel ; [...]
Constats : Les eaux d'extinction ont été confinées puis les vannes actionnées pour diriger les eaux d'extinction dans le bon bassin de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des eaux collectées dans le bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 4.4.10
Thème(s) : Risques accidentels, bassin de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées, après traitement par un débourbeur-déshuileur en aval du bassin, vers le milieu récepteur dans les limites fixées ci-dessous : <u>Paramètres Valeurs limites de rejet dans le milieu naturel</u> pH 5,5 < pH < 8,5 T°C < 30°C MEST < 35 mg/l DCO < 125 mg/l DB05 < 30 mg/l Hydrocarbures totaux < 5 mg/l Métaux totaux < 15 mg/l <u>Autres paramètres</u> listés à l'article 4.4.9 - VLE définies au même article [...]
Constats : L'ensemble des analyses doit être effectué (en y intégrant les éventuels polluants complémentaires susceptibles d'être présents du fait de l'incendie) avant de procéder au traitement/évacuation des eaux d'incendie. Les résultats seront joints à la déclaration d'accident
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation dans l'établissement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.
Constats : Les voies de circulation attenantes à l'accès pompier ne sont pas délimitées. La voie est partiellement encombrée par des appareils électroménagers, des distributeurs de boissons hors usage et des éléments métalliques. <u>Non-conformité n°1</u> Les voies de circulation et notamment l'accès aux pompiers doivent être maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 7.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque [...] partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 71.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection incendie. [...] L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Aucun système de détection d'incendie n'est associé aux stockages des déchets et notamment à la zone des encombrants broyés. L'exploitant dispose d'une caméra de surveillance qui enregistre en permanence mais qui n'est reliée à aucun système d'alerte. Les enregistrements sont gardés deux semaines puis effacés. Demande de complément 1 : L'exploitant tirera le retour d'expérience de cet incendie pour ré-évaluer les risques associés aux stockages de déchets et définir un dispositif de détection incendie adapté (avec la chaîne d'alerte correspondante). Ces points seront intégrés au rapport d'accident, le cas échéant via un complément à celui-ci si cette démarche nécessite un temps d'analyse supplémentaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2014, article 74.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction incendie sont confinées au sein des bâtiments d'exploitation n°2, 3, 4 et 5 et de la zone de travail des métaux, avec des rétentions internes ou bassin enterré dimensionnés pour retenir les potentielles eaux polluées en cas d'incendie. Le confinement de chaque zone ou bâtiment est assurée soit par la rétention proprement dite, soit pas des vannes d'isolement [...]
Constats : Le site a été mis en rétention après le début de l'intervention des pompiers. Un agent moussant a été employé pour éteindre le feu. L'intervention sur les flammes a duré environ 10 minutes. Les eaux d'incendie, du début de l'intervention, se sont retrouvées dans un regard de 3 m ³ qui a été curé le jour même de l'incendie afin d'éviter la pollution du bassin des eaux pluviales . À la suite de l'arrivée du responsable du site, les vannes ont été fermées et les pompes de relevages ont été coupées. À partir de ce moment-là, les eaux de l'incendie ont été dirigées vers le bassin de rétention. Lors de l'inspection, les pompes de relevage étaient toujours à l'arrêt (en attendant les résultats d'analyse de l'eau).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet